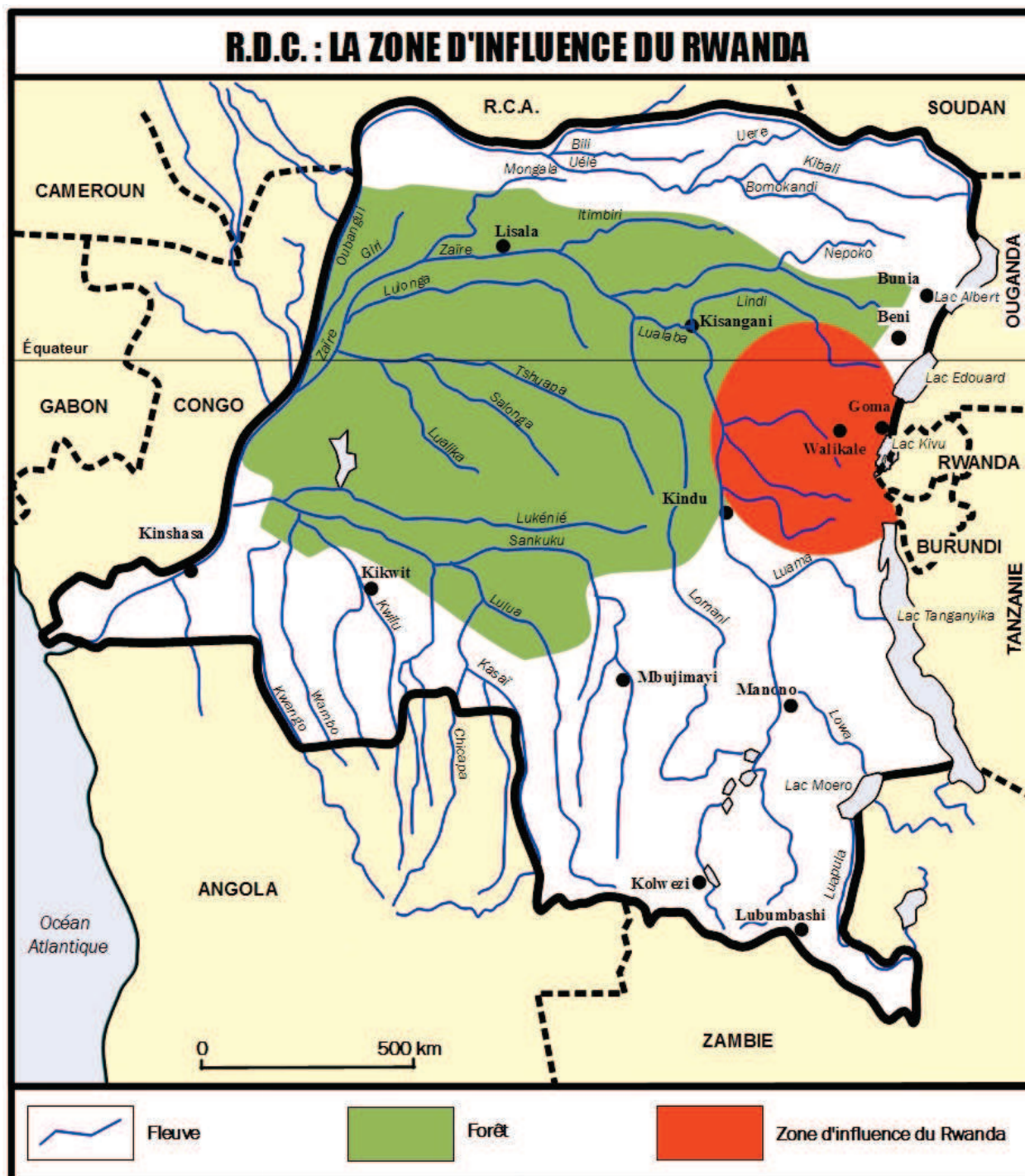


DOSSIER : LE RWANDA PEUT-IL RENONCER AU KIVU ?



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

Les rebelles tutsi du M23 ont déposé les armes et se sont repliés en Ouganda ou au Rwanda. Cet important retournement de situation s'est produit parce que le président Kagamé a été sommé par son allié américain de cesser de soutenir le M23. Cela ne change rien au fait que le Rwanda ne peut renoncer au Kivu puisque 50% de son budget provient du pillage de cette région.

LA MAINMISE DU RWANDA SUR LE KIVU (1996- 2002)

Au mois de septembre 1996, le nouveau pouvoir de Kigali, décida d'attaquer le Zaïre du maréchal Mobutu, allié du régime de Juvénal Habyarimana qu'il avait vaincu au mois de juillet 1994. Le général Kagamé pensa alors avoir trouvé en Laurent-Désiré Kabila un exécutant docile qu'il plaça à la tête d'un mouvement créé pour la circonstance, l'AFDL (*Alliance des Forces démocratiques pour la libération du Congo*). Ce fut à la faveur de cette guerre que le Rwanda occupa le Kivu avec pour objectif de détacher cette région du Congo.

A la fin du mois de mai 1997, l'armée rwandaise fut victorieuse et le président Mobutu chassé du pouvoir, Laurent-Désiré Kabila lui succéda et le Zaïre redevint *République démocratique du Congo* (RDC). Les Luba du Katanga étaient au pouvoir à Kinshasa. La première guerre du Congo prenait fin



Laurent-Désiré Kabila

En 1998 Laurent-Désiré Kabila se retourna contre son protecteur et ancien allié rwandais. Aussi, au mois d'août 1998, ce dernier tenta un coup de main sur Kinshasa. La capitale du Congo était sur le point de tomber quand une double intervention militaire de l'Angola et du Zimbabwe renversa la situation.

La seconde guerre du Congo qui venait d'éclater se transforma en un véritable jeu de massacre régional, six pays étant directement engagés dans le conflit. Ils étaient groupés en deux coalitions, la première associait l'Ouganda, le Rwanda et dans une moindre mesure le Burundi, la seconde regroupait l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie.

L'Ouganda et le Rwanda armèrent des « rebelles » groupés en deux principaux mouvements :

- Au nord de la RDC, le long de la frontière avec la République centrafricaine, les tribus Ngbandi et Ngbaka au pouvoir sous le maréchal Mobutu et soutenues par l'Ouganda, créèrent le MLC (*Mouvement pour la libération du Congo*) dirigé par Jean-Pierre Bemba Gombo.

- Dans le Kivu le RCD (*Rassemblement congolais pour la Démocratie*) prenait ses ordres à Kigali.

En 1999, furent signés les « accords de Lusaka » qui prévoyaient un cessez-le-feu et le déploiement entre les belligérants d'une force de l'ONU de 5500 hommes, la MONUC (*Mission d'observation des Nations unies au Congo*). Ces accords devaient entrer en vigueur le 1^{er} septembre 1999, mais ils ne furent pas appliqués car le président Kabila refusait ce qui aboutissait de fait à une partition du Congo, la présence des hommes de l'ONU permettant d'entériner l'occupation des 2/3 du pays par l'Ouganda, le Rwanda et leurs alliés locaux.

Laurent Désiré Kabila fut assassiné le 16 janvier 2001 par un officier de son armée originaire du Kivu, région sous contrôle rwandais. Son successeur, Joseph Kabila Kabange était son propre fils, né en 1971 d'une mère tutsi.

Joseph Kabila se rallia au processus de paix et un calendrier de retrait de toutes les forces étrangères fut mis au point. A la fin du mois de mars 2001, la MONUC commença son déploiement.



Joseph Kabila

Le 19 avril 2002, le principe de la réunification de la RDC fut accepté par tous les protagonistes qui signèrent l'accord de Sun City en Afrique du Sud. Le 30 juillet 2002, l'Accord de paix Congo-Rwanda signé à Pretoria prévoyait

LE PILLAGE DU KIVU

L'Ouganda pompe dans le pétrole du lac Albert sans se soucier du véritable délimité frontalier que la RDC est bien incapable de contester et de faire respecter^[1].

Le Rwanda détourne à son profit les productions minières du nord Kivu et sa prospérité est largement bâtie sur ce pillage. Selon l'ONU, le pays constituerait même la plaque tournante du commerce illicite des pierres précieuses congolaises.

En 2011, selon la Banque centrale rwandaise, le pays qui ne dispose pourtant pas de mines importantes a exporté pour près de 70 millions d'US dollars de pierres et minerais rares, soit plus que le thé qui constituait jusque là sa principale source d'exportation.

Le trafic se fait à travers des sociétés écran et des coopératives minières qui donnent le label « Rwanda » aux

productions du Kivu, ce qui permet de les écouler sur le marché international en dépit de l'embargo.

En plus du coltan et de l'or, le pétrole de la région de Rutshuru, prolongement de celui du bassin du lac Albert, fait que le Rwanda ne peut pas se retirer d'une région dont le sous-sol pourrait abriter des réserves pouvant atteindre plusieurs milliards de barils. Quant à sa suicidaire surpopulation elle doit, sous peine d'apocalypse, se déverser dans un Kivu sous-peuplé.

Voilà pourquoi, depuis 1996, au Kivu, Kigali s'emploie à travers des milices-paravents, à créer une situation de non-retour débouchant sur une sorte d'autonomie régionale sous son contrôle. La nouveauté est qu'aujourd'hui, aidé par la communauté internationale, Kinshasa tente de reprendre pied dans la région.

le retrait des soldats rwandais de la RDC et le 6 septembre 2002, l'*Accord de Luanda* permit de conclure la paix avec l'Ouganda qui s'engageait à retirer ses troupes de l'Ituri. La seconde guerre du Congo était terminée.

Le 30 juin 2003, un *Gouvernement de transition* fut installé, dirigé par le président de la République, Joseph Kabila, assisté de quatre vice-présidents représentant les principales forces du pays : Abdoulaye Yerodia Ndombasi pour le camp présidentiel ; Azarias Ruberwa (RCD) ; Jean-Pierre Bemba (MLC) et Arthur Zaidi Ngoma représentant la société civile.

Ce gouvernement resta en fonctions jusqu'au 18 février 2006 date de la proclamation de la Troisième République et de la fin de la période de transition. Des élections présidentielles eurent ensuite lieu au mois de juillet 2006 et à l'issue du second tour, Joseph Kabila fut élu devant Jean-Pierre Bemba avec 58,05% des voix.

Ce règlement politique ne concerna pas le Kivu toujours occupé par le Rwanda qui justifiait sa présence par la lutte contre les anciens « génocidaires » hutu qui y étaient réfugiés.

[1] Voir le dossier consacré au pétrole du lac Albert dans le numéro 9 de *l'Afrique Réelle* (septembre 2010).

LA SECONDE GUERRE DU KIVU (2007-2009)

Parallèlement aux nouvelles institutions, et afin que le gouvernement central dispose d'une armée opérationnelle, les FARDC (*Forces armées de la République démocratique du Congo*), le brassage des milices ethno régionales fut financé par la communauté internationale mais ce fut un échec.

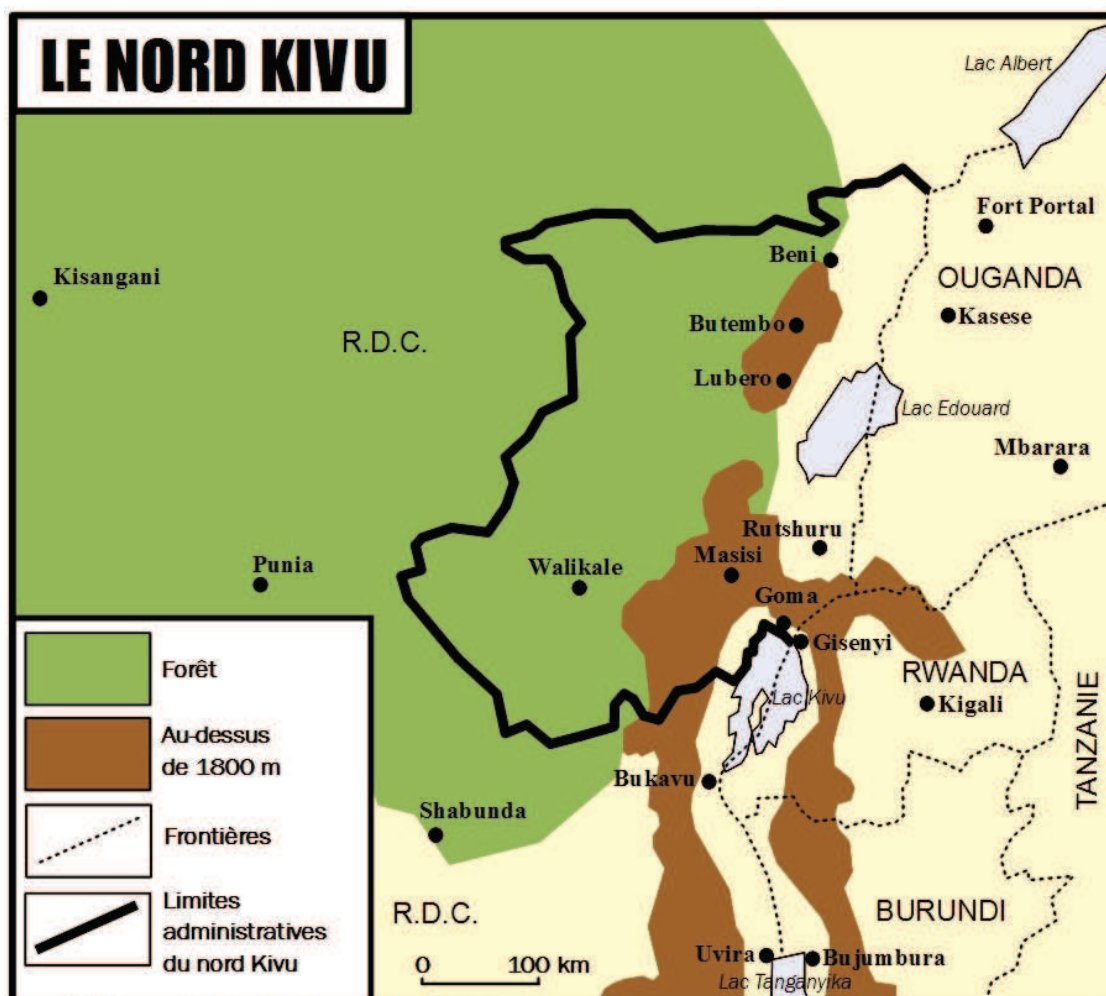
En 2007, poussé par son opposition, le président Kabila sembla vouloir reprendre le contrôle de la région du Kivu, ce qui y provoqua une nouvelle guerre.

Au mois d'octobre 2007 les Tutsi congolais - ou Banyamulenge -, dont le chef était le « général » Laurent Nkunda, un ancien officier de l'armée de Paul Kagamé, et qui s'étaient regroupés dans le CNDP (*Congrès national pour la défense du peuple*), se soulevèrent car ils ne voulaient pas être affectés ailleurs qu'au Kivu.

Au mois de décembre 2007, les FARDC furent défaits par les combattants de Laurent Nkunda.

Puis, sous la pression internationale, Laurent Nkunda fut placé en résidence surveillée au Rwanda, mais Kigali le remplaça par un Tutsi congolais, le « général » Bosco Ntaganda que la *Cour pénale internationale* (CPI) considérait comme un criminel de guerre pour des massacres commis entre 1998 et 2003 en Ituri où de sanglants affrontements ethniques avaient provoqué l'intervention de l'ONU et celle de l'armée française (opération Artémis).

Aux termes d'un accord de paix signé le 23 mars 2009, la milice du CNDP intégra à nouveau l'armée nationale, les FARDC, à la condition de demeurer au Kivu.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA TROISIÈME GUERRE DU KIVU (2012-2013) ET LA FIN DU M23

Au mois de mars 2012 le président Kabila décida de reprendre le contrôle du Kivu mais pour lui, le préalable était d'en éloigner le contingent des FARDC composé des Tutsi du CNDP. Refusant d'être déployés ailleurs qu'au Kivu, ces derniers se mutinèrent au nom du M23, sigle donné en référence aux accords du 23 mars 2009 qu'ils accusaient Kinshasa de violer.

Le chef du M23 était le « général » Bosco Ntaganda, un officier Tutsi ancien de l'armée rwandaise bientôt rejoint par un Tutsi congolais, le colonel Sultani Makenga. Fort de plusieurs milliers d'hommes bien entraînés et très largement aidé par le Rwanda, le M23 surclassa les FARDC sous le regard aussi passif qu'impuissant des Casques bleus de la Monusco (*Mission des Nations Unies au Congo*) dont l'entretien coûte 1 milliard de dollars par an à la communauté internationale^[1].

Le « général » Bosco Ntaganda devenu trop « voyant » en raison de son passé et de ses excentricités, Kigali le remplaça par le colonel Sultani Makenga. Recherché par la CPI, (*Cour pénale internationale*), le « général » Ntaganda se réfugia au Rwanda. De crainte d'y être « liquidé » par ses anciens donneurs d'ordre, il se mit sous la protection de l'ambassade des Etats-Unis à Kigali, choisissant ainsi d'être livré à la justice internationale pour échapper à la mort.

Ex-colonel des FARDC, le colonel Sultani Makenga est un Tutsi originaire de Masisi (carte page 13). Sergent dans l'APR (*Armée patriotique rwandaise*), la branche armée du FPR (*Front patriotique rwandais*), il participa à tous les combats du FPR dès 1990.

Au mois d'août 1998 durant la 2^e guerre du Congo (1998-2003) il participa à l'audacieuse opération aérienne sur Kinshasa menée par le général rwandais James Kabarege et qui était destinée à renverser Laurent-Désiré Kabila. Il resta ensuite au Kivu où il combattit dans les rangs du RCD, puis il passa au CNDP de Laurent Nkunda dont il devint le lieutenant. En 2009 il signa l'accord de paix intégrant le CNDP au sein de l'armée congolaise, les FARDC.

En 2012, il était commandant en second pour le Sud-Kivu mais, quand le président Kabila décida de muter loin de la région le contingent des FARDC issu du CNDP, il déserta et participa à la fondation du M23.

Au Kivu, la situation changea à partir de l'été 2012 quand, soumis à la pression des organisations humanitaires qui dénonçaient les atrocités commises par diverses milices rebelles, les Etats-Unis adressèrent une sérieuse mise en garde au président Kagamé, lui intimant l'ordre de cesser leur appui au M23. En réalité, l'administration américaine avait pris conscience que le soutien inconditionnel donné au Rwanda était désormais politiquement plus néfaste qu'utile. Les Etats-Unis décidèrent alors de pousser à un règlement global de la question de la RDC afin de mettre un terme à 20 ans de guerre ; or, un tel règlement passe par la fin de l'occupation du Kivu par le Rwanda.

Une fois lâché par Kigali, le M23 qui avait perdu son seul allié, fut réduit par les FARDC épaulées par la Brigade d'intervention des Nations unies. Cette dernière avait été fondée le 28 mars 2013 par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU et elle est composée de contingents sud-africains, tanzaniens et malawites. L'Afrique du Sud et la Tanzanie réglaient ainsi un compte avec le régime de Paul Kagamé avec lequel les deux pays ont des relations tendues.

Battu, le colonel Sultani Makenga traversa la frontière ougandaise le 6 novembre 2013 avec 1600 hommes.

La stratégie de Kigali

A travers des mouvements comme le RCD, le CNDP, le M23, le Rwanda a pratiqué une véritable stratégie du chaos destinée à interdire le retour de la région dans le giron de Kinshasa. Cette stratégie est double :

- Durant les phases de paix, Kigali fit intégrer un maximum de Tutsi dans les FARDC, sa mainmise sur la région s'opérant ainsi à travers l'armée congolaise.
- Quand Kinshasa tentait de reprendre le contrôle de la région en déplaçant les unités tutsi ailleurs dans le pays, ces dernières se mutinèrent.

[1] Sur cette somme, la France participait pour 1,84 million de dollars en versement direct, plus sa quote-part dans les 16,8 millions de dollars versés par la Commission européenne.

La fin du M23 ne met pas pour autant fin à la question récurrente du Kivu dont la solution se trouve au Rwanda.

C'est en effet ce pays qui a organisé, encouragé et soutenu les rébellions successives de la région du Kivu à travers les Tutsi congolais qu'il aida en matériel et en hommes en violation de l'embargo international sur les armes à destination de la RDC. Le Rwanda prétextait un temps qu'il lui fallait être présent au Kivu pour y poursuivre les « génocidaires » hutu, mais en réalité, et comme nous l'avons vu, sa présence y est justifiée par le pillage des ressources minières de la région. Voilà pourquoi, au Kivu, Kigali s'est toujours employé à créer une situation de non-retour débouchant sur une sorte d'autonomie régionale sous son contrôle.

Deux volontés politiques s'opposent au Kivu, ce qui explique pourquoi la guerre qui y a éclaté en 1996 ne peut prendre fin car : Kinshasa voudrait en reprendre le contrôle quand Kigali tente de mettre la région sous protectorat.

Qui sont les Tutsi congolais ?

Les Tutsi congolais ou Banyamulenge sont installés dans la région du Kivu parfois depuis des siècles et ils parlent le kinyarwanda, la langue du Rwanda. Ils sont composés de deux groupes :

- Celui du Nord-Kivu, dans la région de Masisi (carte p.13) n'a pas de nom propre et ses membres sont désignés sous le nom de Banyarwanda (les Rwandais) par les peuples au milieu desquels ils vivent. Or, ce terme est réducteur et vague à la fois car de très nombreux Hutu rwandais ont également fait souche dans la région depuis des générations.

- Le second groupe est composé de ceux qui sont originaires de l'arrière-pays d'Uvira, dans le Sud-Kivu, en fait dans le nord du lac Tanganyika. Ils tirent leur nom de la colline de Mulenge, d'où leur nom de Banyamulenge (ceux de Mulenge). Présents sur les hautes terres de l'ouest du lac Kivu depuis au moins le XVIII^e siècle, ils sont au total moins d'un million mais ils ont été renforcés par de nombreux réfugiés tutsi arrivés après la révolution hutu de 1959 et qui ont fusionné avec eux.